

« Avec l'État social, une alternative est déjà présente ! »

INTERVIEW

Christophe Ramaux,
Par Vincent Massari



Dans ce bulletin, nous poursuivons une discussion avec un membre des Économistes atterrés¹, collectif dont l'action consiste à entretenir la réflexion collective et l'expression publique des économistes qui «ne se résignent pas à la domination de l'orthodoxie néo-libérale²». Christophe RAMAUX, Maître de Conférences à l'Université Paris I, chercheur au Centre d'Économie de la Sorbonne, se prête au jeu de l'interview. Il sera question d'État Social³, de Fonction Publique, de baguettes de pain, de Nuit debout, de Woody Allen et surtout d'alternative politique.

TES THÈMES DE PRÉDILECTION SONT L'ÉTAT SOCIAL, LA PROTECTION SOCIALE, LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, L'EMPLOI ET LA PRÉCARITÉ. PEUX TU DÉVELOPPER CETTE PENSÉE SUR L'ÉTAT SOCIAL ?

Une révolution laborieuse et pragmatique s'est amorcée à la fin du dix-neuvième siècle, puis s'est développée durant tout le vingtième : l'État Social. Il comporte quatre piliers : la protection sociale, les services publics, le droit du travail et les politiques économiques (des revenus, budgétaire, monétaire, industrielle, commerciale, etc.) de soutien à l'activité et à l'emploi.

Il n'y a pas d'indicateur simple permettant de saisir ensemble ces quatre piliers. L'indicateur le plus large est celui de la dépense publique qui intègre uniquement la protection sociale et les services publics. On fait souvent dire n'importe quoi à cet indicateur. La dépense publique s'élève à 1 200 milliards ce qui équivaut certes à 57 % du PIB. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne reste que 43 % pour le privé. La dépense publique n'est pas une part du PIB ! Si on calcule la dépense privée comme on la calcule, on aboutit à 200 % du PIB ce qui n'a évidemment aucun sens. En fait le PIB est mesuré de trois façons différentes : approche production (somme de valeurs ajoutées), demande (consommation et investissement) ou revenus (salaires dont les cotisations sociales et profits). Or quand on calcule la dépense publique on mélange des éléments de ces trois approches, ce qui explique qu'elle ne soit pas « une part du gâteau ».

Si l'on se réfère à l'approche production, la contribution des fonctionnaires est de 360 milliards. C'est peu en un sens : 17% du PIB. On pourrait l'augmenter ! Mais c'est non négligeable tout de même : cela représente un tiers de la contribution au PIB des sociétés non financières (le reste est fourni principalement par les ménages). La plus grande part de la dépense publique est constituée de prestations sociales : des cotisations sociales (approche revenu) sont redistribuées aux ménages sous forme de prestations sociale ce qui soutient largement la consommation (approche demande) auprès... du privé !

Reste l'essentiel : on ne vit pas aujourd'hui dans une économie de marché mais dans une économie mixte avec du marché et de l'intervention publique. On peut dire les choses autrement :

nous vivons dans une économie capitaliste dans la mesure où la moitié des actifs qui travaillent sont salariés d'entreprises capitalistes, mais n'oublions pas que près de la moitié exercent dans un autre cadre : 30 % d'emplois publics (7,2 millions dont 5,4 millions dans la Fonction publique), près de 10 % dans l'économie sociale et solidaire et 10 % d'indépendants.

Les services publics et la protection sociale échappent au capital. L'État Social a donc une dimension antilibérale mais aussi anticapitaliste.

POURTANT IL EST RAPPELÉ DANS LES MÉDIAS QU'UN BOULANGER RAPPORTE DE L'ARGENT ET QU'UN FONCTIONNAIRE EST UN POIDS POUR LA SOCIÉTÉ ...

C'est faux. Les travailleurs du privé ne sont pas les seuls productifs. Un fonctionnaire l'est aussi : il produit de la valeur ajoutée, de la richesse monétaire et donc du PIB. Sa production est non marchande, mais elle est monétaire, elle est évaluée en monnaie. La différence avec le privé est que cette richesse produite est accessible gratuitement. On ne sort pas sa carte Bleue pour marcher sur un trottoir, pour entrer dans un collège ou pour bénéficier des services de la PJJ. L'accès à ces services est gratuit. Mais ce n'est pas gratuit au fond. Attention à un certain discours sur la gratuité ! Les services publics délivrés sont à payer à et ils le sont effectivement par l'impôt, un prix socialisé. Augmenter les impôts, c'est soit élargir le champ du non marchand (la société décide que certains services sont accessibles gratuitement : l'école, l'hôpital...), soit mieux valoriser le travail productif du fonctionnaire. Dans les deux cas, cela relève d'un choix social. Quelles activités décide-t-on de confier au public ou au privé (et sous quelle forme) et à combien la société décide-t-elle de les valoriser ? Ce devrait être le cœur du débat politique dans le sens noble du terme. Aujourd'hui il y a une clôture entre les fonctionnaires et les salariés du privé. Une dérive que les syndicalistes du public doivent avoir à cœur de combattre. Comment ? Des arguments clé sont à portée de mains : « nous sommes tous dans le même bateau », « nous produisons tous de la richesse monétaire », « nous contribuons tous au PIB » ! Quand un travailleur du privé dit à un fonctionnaire « heureusement que je suis là pour financer ton activité », le fonctionnaire peut répondre qu'il est lui aussi productif. Le fonctionnaire produit la richesse qui permet de payer son salaire, mais il faut la valider, et cela se fait cela par l'impôt, tout comme le travail du boulanger doit être validé par la vente de ses pains.

L'ÉTAT SOCIAL PASSE DONC PAR LA DÉ MARCHANDISATION DES SERVICES SOCIAUX ?

En grande partie, mais la frontière n'est pas totalement étanche. Des services sociaux comme les maisons de retraite peuvent être gérés par des associations, privées donc mais non capitalistes. Le capital de son côté veut étendre le champ de la délégation du service public pour mettre en concurrence les associations et les mutuelles avec des entreprises capitalistes. Outre Atlantique, la moitié des dépenses de santé est privée.

Quel bilan peut-on en tirer ? Les américains dépensent 18 % de leur PIB pour la santé alors que les français sont à 12 % avec une espérance de vie supérieure de trois ans. Preuve que le recours au marché peut être extrêmement coûteux, moins performant que le public. Pourquoi ? Un métier n'existe pas en France, celui d'actuaire qui consiste à démarcher les entreprises pour proposer une assurance privée de santé. En France, il n'y a pas des milliers d'agents de la Sécu qui démarchent les entreprises pour négocier les barèmes de cotisation. Ce sont les mêmes pour toutes et cela coûte moins cher. Mais sachons raison garder, l'initiative privée a du bon et vouloir la supprimer totalement serait une erreur. Il ne faut pas tout nationaliser, il faut laisser la société respirer. Le pays qui a supprimé le plus de fonctionnaires ces toutes dernières années, c'est Cuba... Bref, nous avons besoin de l'initiative privée dont relève d'ailleurs l'économie sociale et solidaire. Mais aussi du public....

CAR LE MARCHÉ NE SAIT PAS TOUT FAIRE ...

Oui : en premier lieu, atteindre le plein emploi, c'est à dire permettre à tous de produire de la richesse. Le capitalisme libéral fait coexister d'immenses besoins sociaux insatisfaits et des millions de personnes qui ne demandent qu'à travailler pour les satisfaire. Quel gâchis ! Les libéraux pensent que le tout est réductible au jeu des parties, que l'intérêt général est réductible au jeu des intérêts particuliers et que la mise en concurrence des uns avec les autres permet d'atteindre l'optimum social. La représentation hétérodoxe, keynésienne, non libérale, consiste à dire que l'initiative privée a du bon mais que le tout n'est pas réductible au jeu des parties, qu'une institution est nécessaire pour prendre en charge la part de l'intérêt général qui excède le jeu des intérêts particuliers. Cette institution, c'est l'État social au sens large. Celui-ci existe dans tous les pays du monde. Même aux États-Unis. Le taux de la scolarisation publique, dans le primaire et le secondaire, y est supérieur à la moyenne de l'OCDE, donc largement supérieur à celui de la France où nous avons un important enseignement privé sous contrat. Tous les pays vivent aujourd'hui dans une économie mixte.

WOODY ALLEN A DIT « MARX EST MORT, DIEU EST MORT ET MOI-MÊME JE NE ME SENS PAS TRÈS BIEN ... ». A COMPLÉTER SELON TOI PAR « ... MAIS L'ÉTAT SOCIAL EST LA NOUVELLE RÉVOLUTION ! »

La conjonction d'un discours libéral de critique de l'État providence avec celui qui laisse entendre que l'État n'est que capitaliste nous empêche de penser le caractère révolutionnaire de l'État Social. Je reste marxiste en un sens : l'exploitation salariale existe. Mais j'en sors pour saisir la portée de l'État social. Les marxistes réduisent l'analyse de la totalité sociale à la lutte des classes au sein des entreprises capitalistes. C'est une impasse complète. Cela interdit de penser l'État Social, mais aussi la démocratie, l'écologie. Dans la tradition marxiste et libertaire, il y a l'idée que l'État, « en dernier ressort », est entièrement bourgeois. Impossible de penser

penser l'État social dans ce cadre. Je note que pour certains auteurs critiques, le néolibéralisme a finalement du bon d'un point de vue théorique. Il leur permet de reprendre un discours simpliste sur « l'État bourgeois ».

L'ÉTAT SOCIAL N'EST-IL PAS DEVENU SOCIAL-LIBÉRAL ?

Ce n'est pas si simple. Il y a bien entendu une réorganisation de l'État dans un sens libéral (LOLF, RGPP ...). Les néolibéraux tentent de gérer l'État sur le modèle des entreprises privées. Mais c'est une impasse de laisser entendre qu'ils ont entièrement réalisé leur projet. Affirmer que tous les fonctionnaires, dont les 8000 agents de la PJJ, les enseignants, les infirmières, etc. sont des bras armés du capital, du néolibéralisme, ce n'est pas sérieux. De même, les prestations sociales en espèces (retraite principalement, mais aussi allocation familiale, chômage...), cela représente 436 milliards qui échappent au capital. L'État social a de beaux restes mais il manque de défenseurs !

Notre société est en partie capitaliste, mais elle n'est pas monocapitaliste, des sphères entières échappent au capital : l'État social bien sûr, mais aussi, et en lien avec lui, la démocratie. Le suffrage universel n'est pas une invention de la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir. D'un point de vue historique, cela ne tient pas la route. Les libéraux considèrent que seuls importent les liens, la concurrence entre les individus. Dans ce cadre, ils sont forcément réticents envers la démocratie et la possibilité d'élire des représentants qui vont voter des lois s'appliquant à tous. La démocratie a évidemment un héritage libéral (liberté de penser, de s'exprimer...), mais elle a un deuxième volet qui ne l'est pas : le suffrage universel, la loi qui en découle, l'État requis pour l'appliquer.

TU ÉVOQUES LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE ... ET UN ÉTUDIANT A LU DES PASSAGES DE TON DERNIER ESSAI LORS D'UNE AG DE NUIT DEBOUT. QUELLES SONT TES RÉFLEXIONS SUR LES DERNIERS MOIS MARQUÉS PAR LA MOBILISATION CONTRE LA LOI EL KHOMRI ?

La loi El Khomri remet en cause directement le droit du travail, l'un des piliers de l'État Social. L'article 2 est la négation du primat de la loi, du principe d'ordre social qui stipule que les accords de niveaux inférieurs ne sont valables que s'ils apportent « un plus » aux salariés (c'est le principe de faveur). Au cœur la lutte contre cette loi, il y a la réhabilitation de la loi. Partant de là, il faut balayer devant notre porte et tirer un bilan de la mobilisation autour de Nuit Debout. Son énergie était fantastique. Mais Nuit debout s'est avérée être une impasse comme débouché de la mobilisation. Cela a en partie empêché la mobilisation de devenir plus massive. Une frange minoritaire s'est radicalisée sans se soucier du plus grand nombre. Les médias ont sauté sur l'occasion. Ils se sont focalisés sur Nuit Debout et ont relégué la loi El Khomri au second plan. Il n'y a pas eu ce fantastique débat, article par article, comme ce fut le cas en 2005 au moment du référendum. La logique libertaire de démocratie directe et d'organisation horizontale prônée par Nuit Debout mérite d'être interrogée. La société n'est pas

réductible à une somme d'individus ni de groupes sociaux. Elle a une consistance propre. D'où la nécessité de la loi. L'État Social a aussi besoin de verticalité. Les néolibéraux et certains « critiques » ont en commun de penser que le tout est réductible au jeu des partis : les individus pour les premiers, les groupes sociaux pour les seconds, et l'État en ligne de mire dans les deux cas. L'expérience se transmet peu ou pas. Les militants de la Nuit Debout, comme bien d'autres avant eux, ont finalement fait l'expérience de la nécessité du pouvoir. Le pouvoir n'est pas mauvais en soi. On sait qu'il peut conduire au pire. Mais il est indispensable. Pour gérer n'importe quelle organisation complexe, il y a besoin d'une dose de verticalité. Même dans les syndicats les plus rebelles, il y a des dirigeants. L'important est qu'ils soient élus, contrôlés. Bref, l'enjeu n'est pas de nier la nécessité du pouvoir, mais de mettre en place des dispositifs pour qu'il ne soit pas capturé par ceux à qui il est confié. Ce n'est pas simple, il n'y a pas de recette miracle (genre tirage au sort ou démocratie participative), mais c'est le seul combat qui vaille.

L'ÉTAT SOCIAL SERAIT DONC UNE ALTERNATIVE POLITIQUE ?

Contre les marxistes, Bourdieu insiste sur le fait que l'État est un champ spécifique, non réductible au pouvoir de la bourgeoisie. Comment le penser ? Sous l'Ancien régime, l'État c'est la maison du roi, « l'État c'est moi » (dixit Louis XIV). Dans l'État moderne, la noblesse d'État est obligée d'invoquer l'universel, l'intérêt général, pour asseoir son pouvoir. Mais Bourdieu va plus loin à la fin de sa vie⁴. Il indique que ce faisant, la noblesse d'État est contrainte de faire réellement progresser l'universel. Comment ? Par la « main gauche de l'Etat » nous dit-il, sans vraiment développer ce point. C'est l'État social en fait. Nous sommes à un carrefour. Il y a la fin de la guerre froide, la fin du communisme qui laisse en deuil nombre de militants en terme d'alternative. Mais il y a aussi la faillite du capitalisme libéral. Quelle peut-être l'alternative ? Elle est à chercher du côté de l'État social et de la démocratie me semble-t-il. L'écologie elle-même, notre nouvelle frontière, ne peut recevoir de réponse sans intervention publique. L'horizon c'est l'État social et écologique. L'État social c'est le socialisme maintenant. Gare donc au discours catastrophiste qui laisse entendre que le néolibéralisme a tout emporté, qu'il ne resterait rien de l'État social. Cela scie une branche précieuse pour amorcer la contre-offensive. Il faut réhabiliter l'État social dans les têtes, là où tout se joue, à l'instar du vivre-ensemble. Réhabilitons, remobilisons la Fonction Publique dans le sens du bien public ! Il faut offrir aux fonctionnaires, non le dénigrement, mais un nouveau projet mobilisateur autour de la réalisation de leurs missions.

¹ Nouveau Manifeste des Économistes atterrés, Les liens qui libèrent, 2014.

² www.atterres.org

³ RAMAUX Christophe, L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral, Fayard - Mille et une nuits, 2012.

⁴ Pierre BOURDIEU, Sur l'État : cours au collège de France (1989-1992), Paris, Seuil, 2012